NPA RÉVOLUTIONNAIRES
RÉVOLUTIONNAIRES
POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHS Novillars

2 novembre 2026

Le 5 novembre et après : mettons-nous à l'école de la lutte !

Samedi 31 octobre, des centaines de milliers de manifestants ont de nouveau battu le pavé dans toutes les grandes villes du pays malgré les interdictions de parcours et les menaces du gouvernement. Cela fait plus d'un mois, vacances scolaires comprises, que lycéens et étudiants ont entamé cette lutte, déterminés à l'emporter pour leurs revendications. Ils vont reprendre de plus belle les blocages de leurs établissements et appellent à les rejoindre en manifestant avec eux dès mardi 3 novembre.

Une répression inédite qui prouve la trouille d'un gouvernement aussi haï que discrédité

Nuñez, ministre de l'Intérieur, clame haut et fort son soutien total aux forces de police, qu'il envoie gazer, éborgner et mutiler des lycéens. Quant à Lecornu, il reçoit les syndicats lycéens et étudiants. Pour tenter d'éteindre la colère avant le 5 novembre, il lâche des miettes : 15 000 places à l'université, alors qu'il en faudrait des centaines de milliers, le relookage de Parcoursup mais pas la fin du tri social, 500 postes d'enseignants en lycée, alors que des milliers ont été supprimés, 28 élèves par classe en seconde, mais combien en première et terminale ? Sans oublier des prêts à taux réduit pour les collectivités, qui auront ainsi le droit de s'endetter pour rénover le bâti scolaire !

Ces annonces ont aussitôt été dénoncées comme insuffisantes par l'ensemble des jeunes mobilisés. Mais elles les ont aussi encouragés à intensifier la lutte : ce gouvernement n'avait que l'austérité à la bouche, voilà qu'il annonce sortir le portefeuille !

Une lutte qui rayonne partout dans le pays… et à l'international

Car le vrai problème du gouvernement, c'est que les revendications lycéennes et étudiantes, parties des quartiers les plus populaires, font écho à celles du monde du travail. C'est contre la vie chère que les manifestations du samedi ont été lancées. Nos salaires fondent comme neige au soleil face à l'inflation des prix de l'alimentation, du carburant, des logements. Les services publics sont sacrifiés, non seulement l'éducation, mais aussi la santé, les transports publics et tout ce qui est utile à la population, pour mieux arroser de milliards de subventions grandes entreprises et actionnaires. C'est cette colère sociale qui s'est exprimée trois samedis d'affilée.

Une colère contagieuse au-delà des frontières. En Allemagne, plusieurs dizaines de milliers de jeunes ont manifesté le 31 octobre contre la vie chère, les coupes budgétaires dans les services publics et le retour du service militaire. En Italie, une grève générale a eu lieu le 30 octobre : des manifestations réunissant des centaines de milliers de personnes ont rassemblé lycéens, étudiants, retraités et travailleurs de nombreux secteurs, autour des mêmes préoccupations qu'en France et en Allemagne. Les salariés des ports italiens ont bloqué les quais, se mobilisant contre les exportations d'armes.

Les jeunes ont ouvert une brèche : aux travailleurs de l'élargir par la grève générale

Le gouvernement et l'extrême droite s'entendent pour appeler au retour « à l'ordre » et attiser en même temps le racisme. Nul doute désormais que l'attentat islamophobe de Trappes est une conséquence directe de ces discours de haine. À l'inverse de ces tentatives de diversion, la jeunesse met en avant les véritables problèmes : vivre et non pas survivre, pouvoir se loger, avoir accès à des services publics dignes de ce nom, ne pas se résigner face à la course aux milliards pour une minorité de possédants et la montée du militarisme.

Le 5 novembre, les confédérations syndicales appellent enfin les travailleurs de tous les secteurs à faire grève et à se mobiliser : oui, il est temps de rejoindre le mouvement avec la conscience qu'il faudra s'organiser à la base pour que cette journée marque le début d'un mouvement d'ensemble dans la durée, pour aller vers la grève générale.



Radins, lorsqu'il s'agit des employés

À l'hôpital, si vous êtes dans un autre lieu que celui où vous êtes rattachés, vous avez le droit de vous faire rembourser une partie de vos repas à l'extérieur. Oui mais voilà, cela semble défriser certains responsables du CHN qui sont allés vérifier s'ils ne pouvaient pas revenir là-dessus. À croire que cela sort de leur poche.

Pas assez de personnel en RQTH

Le bilan social montre que l'hôpital ne propose pas suffisamment de postes pour les personnes en situation de handicap. Pour cela il paie une amende. Il y a pourtant des emplois qui pourraient convenir. Mais dans ce domaine comme dans bien d'autres pas grand-chose n'est fait.

Une idée de cadeau de Noël

Tout le monde a dû créer un espace personnel sur l'Ensap pour pouvoir avoir sa feuille de paie. Ne manque que l'imprimante pour pouvoir l'avoir en version papier. Peut-être que l'hôpital prévoit de nous en offrir une pour la fin de l'année…

Il pleut il mouille…

La salle de réunion au deuxième étage des pavillons d'admissions est fermée car il pleut à l'intérieur. La raison pour laquelle certains lits toujours en admissions ont été fermés. Ce n'est pourtant pas un bâtiment très vieux. Pour empocher l'argent les sociétés sont nombreuses mais pour des travaux de qualité…

Les profits de Total explosent

TotalEnergies a annoncé que ses bénéfices nets ont plus que doublé au troisième trimestre de cette année. Ils sont en hausse de 125 % sur un an à 7,4 milliards d'euros. En France notamment, ses raffineries lui rapportent bien plus que ce que lui coûte le plafonnement des prix à la pompe. Un plafonnement qui lui a permis en outre faire passer sa part de marché dans la distribution de carburant de 23 % à 30 %. Bref, il gagne sur tous les tableaux.

Mais toujours pas question pour le gouvernement de toucher à ses profits faramineux, puisés essentiellement dans la poche des automobilistes et de toutes celles et ceux qui utilisent le fuel dans leurs activités domestiques ou professionnelles.

Collaboration entre police et extrême droite

Après avoir enquêté et analysé de nombreuses vidéos de la manifestation de Montpellier, que l'on peut voir sur son site, FranceInfo a confirmé que le 24 octobre dernier, des CRS avaient bel et bien coopéré avec des militants d'extrême droite. Venus soi-disant pour « défendre les commerçants », ces derniers étaient là en fait pour s'en prendre aux manifestants. La police a laissé faire, voire les a aidés dans leur sale boulot. Les dénégations du ministre de l'Intérieur ont peu de poids. Car Montpellier n'a pas été un exemple isolé. Des scènes semblables se sont produites à Paris, Lyon, Marseille, Rouen, etc. Car fachos et policiers ont la même finalité : défendre à tout prix l'ordre social, et les oppressions et injustices qu'il incarne.

Espagne : grève nationale des conducteurs de train

Après le terrible accident de train survenu sur la ligne Madrid-Séville et qui a fait au moins 70 morts et des centaines de blessés, les conducteurs de train ont observé une grève de 24 heures pour dénoncer la dégradation des infrastructures, l'aggravation des conditions de travail et le manque de moyens. Ils exigent des garanties de sécurité renforcées, un meilleur entretien du réseau ferré très détérioré et des explications sur la gestion des incidents par le centre de contrôle. Le gouvernement se vante que l'Espagne a le second plus important réseau de TGV du monde, derrière la Chine. Mais la course au profit, à la rentabilité et la mise en concurrence des opérateurs, fait que ce réseau n'est plus entretenu correctement et met en danger la vie des cheminots et des voyageurs.

Chômage en hausse

À la fin du troisième trimestre de cette année le nombre de demandeurs d'emploi s'établit à 5,85 millions, en hausse de 0,8 % sur un trimestre et de 2,4 % sur l'année. Celles et ceux placés en catégorie A (sans aucune activité) sont au nombre de 3,35 millions, une hausse de 0,9 % par rapport au trimestre précédent. Et l'Insee prévoit que le taux de chômage devrait passer de 8,3 % à 8,6 % d'ici la fin 2026 et encore s'aggraver en 2027.

Il est plus que temps de se battre pour l'interdiction des licenciements et pour la répartition du travail entre tous et toutes.